



# MINISTÈRE DE LA CULTURE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES ILE- DE-FRANCE Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine du Val d'Oise

Dossier suivi par : BELLON Jean-Baptiste  
Objet : Dossier papier AU - DÉCLARATION PRÉALABLE  
MAISON INDIVIDUELLE

---

Numéro : DP 095254 23 B0007 U9501  
Adresse du projet : 9 Chemin de la Marette 95830  
FREMECOURT  
Déposé en mairie le : 19/09/2023  
Reçu au service le : 22/09/2023  
Nature des travaux: Construction clôture et/ou portail

Demandeur :  
Madame DARDENNE Sophie  
9 Chemin de la Marette  
  
95830 FREMECOURT  
France

---

L'immeuble concerné par ce projet est situé en abords du ou des monuments historiques listé(s) en annexe. Les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

**Ce projet, en l'état, étant de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur de ce ou ces monuments historiques ou aux abords, l'Architecte des Bâtiments de France ne donne pas son accord.**  
Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations.

Motifs du refus (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

- Motifs du refus (1)

La construction d'un mur de clôture en parpaings enduits entraînerait un effet de masse dans le paysage protégé et est contraire à la typologie des clôtures locales, traditionnellement composées d'un mur en pierres, d'une haie végétale doublées ou non d'un grillage ou, lorsque le contexte le permet, d'un mur bahut surmonté d'une grille. Ainsi, le projet est de nature à modifier la perception du paysage urbain protégé qui constitue l'écrin bâti du (des) Monument(s) Historique(s) ci-dessus nommé(s).

- Recommandations (2)

Compte tenu que les travaux projetés, dans leurs dispositions actuelles, portent atteinte aux abords du (des) Monument(s) Historique(s) cité(s) en objet dont il convient de garantir la présentation, un nouveau projet doit être réalisé en prenant en compte les indications suivantes :

La clôture doit être constituée :

- soit d'un grillage torsadé ou losangé dit « à la parisienne » (à l'exclusion des panneaux soudés présentant un relief), de couleur vert foncé (RAL 6009) ou brun foncé (RAL 8019) ou galvanisé naturel, posé sur potelets métalliques fins de même couleur et doublé d'une haie vive d'essences locales et champêtres (les arbustes

pourront être choisis parmi les essences suivantes : noisetiers, cytises, genêts, buis, lilas, églantier, fusains, aubépines, troène, viorne ou charme à l'exclusion des essences exotiques comme les thuyas et les cyprès);

- soit d'un mur en moellons massifs (l'emploi de pierres artificielles ou de plaquettes de parement étant proscrit) disposés à l'horizontale selon des assises régulières et jointoyés au mortier de chaux naturelle, teinté dans la masse par la couleur du sable local employé. Dans ce cas, le mur doit être couronné d'un chaperon traditionnel en pierres ou réalisé avec des petites tuiles plates en terre cuite et des tuiles faîtières demi-rondes scellées au mortier de chaux naturelle (le faîtage présentera des crêtes de coq et embarrures maçonnées).

- soit d'un muret en maçonnerie pleine et enduite (d'une hauteur de 60cm environ), surmonté d'un grillage losangé ou d'une grille à barreaudage vertical circulaire fin et droit.

Fait à Cergy

**L'Architecte des Bâtiments de France**  
**Monsieur Jean-Baptiste BELLON**

En cas de désaccord avec l'Architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles) par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de refus d'autorisation de travaux fondé sur le présent refus d'accord, le demandeur peut former un recours administratif auprès du préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles). Ce recours est obligatoire et préalable à l'introduction d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent. Il doit être effectué par lettre recommandée avec avis de réception dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'opposition ou du refus. Si le demandeur souhaite faire appel à un médiateur issu de la Commission régionale du patrimoine et de l'architecture dans le cadre de ce recours, il doit le préciser lors de sa saisine.

**ANNEXE :**

Eglise situé à 95254|Frémécourt.

Site Inscrit de Vexin Français